

édito

L'arbre de Forest

Théo Hachez

Quand des populations civiles sont frappées, est-il possible de voir la guerre autrement qu'à travers elles ? C'est ainsi que les victimes s'imposent au premier regard porté sur la restructuration de l'usine VW de Forest. De l'élan de solidarité qui s'est manifesté, on souhaite qu'il s'étende aux licenciés collatéraux chez les sous-traitants. Et qu'il pèse sur le sort qui sera réservé aux uns et aux autres. Au travers des compensations financières et sociale se monnaie la dette que tout employeur contracte à l'égard des travailleurs dont il a tiré profit. Au-delà du respect du droit, il en va du respect tout court.

Quelle que soit l'issue, c'est donc à juste titre que l'avenir compromis de quelques milliers de familles a capté l'émotion et l'intérêt. En attendant, la succession des événements aura occupé la scène publique où elle a pris les allures d'un drame débité en feuilleton. Désormais, la représentation dépasse le cadre de Forest : elle met en jeu le devenir d'une société qui s'y projette.

Faut-il s'arrêter à le regretter ? Tout se passe aujourd'hui comme si le débat public était plus que jamais tributaire d'une telle saga médiatique, fût-elle polyphonique ; comme si la dramatisation en imposait le cadre unique et devait en fixer les termes. Dans les jeux d'ombre et de lumière, dans la pression qui s'exerce sur les acteurs et les manipulations auxquelles ils se livrent, on finit par perdre de vue les questions essentielles : l'aventure de VW Forest est-elle exemplaire, et si oui, à quoi le doit-elle exactement ? Son interprétation est alors laissée à l'empire des évidences et des non-dits d'une doxa rudimentaire, à « gauche » comme à « droite ». Avant de passer à autre chose, sans transition. Les quelques remarques qui suivent sont dédiées à une pensée défensive hantée par la peur du déclin qui s'est comme projetée sur l'évènement.

DES EMPLOIS PLUSIEURS FOIS SAUVÉS

Presse écrite en avant, les médias ont adopté d'entrée de jeu le ton et la profondeur du commentaire sportif, où l'emphase et la partialité se consomment sans remords dans l'émotion de la défaite. Avec, en toile de fond, le rappel de la fermeture de Renault Vilvorde, les titres des unes laissaient libre cours à une rhétorique de la rancœur résignée du supporter déçu. Aucun mot d'ordre de boycott de la marque n'a été lancé cette fois, contrairement à ce qui avait été tenté alors, sans autre succès que de propulser la marque française en tête des ventes en Belgique à plusieurs reprises. Entre le travailleur et le consommateur, voire l'actionnaire, la schizophrénie est désormais admise.

En même temps, cette inflation verbale du « séisme social » contrastait cette fois avec une avant-scène étrangement déserte qui lui laissait libre cours. Car tant du côté patronal que du côté de la hiérarchie syndicale, on s'est peu montré et la parole est restée rare et embarrassée d'un extrême contrôle. Sur le terrain même de l'usine, le folklore de l'occupation avec ses braséros n'a été respecté que pour la forme, attirant peu de monde, comme si tout était déjà réglé ailleurs. Il est vrai que la rapidité avec laquelle s'est clôturée avec succès la négociation sur les primes de sortie donne corps à cette perception. De même que la sortie miraculeusement calibrée de la fédération patronale de la métallurgie (Agoria) exhibant tout à coup deux-mille-sept-cents emplois offerts aux futurs anciens de l'usine de Forest. Cela en dit long sur l'indifférence des entreprises dynamiques à l'égard du chancre social que représente le chômage dans le pays.

Le management du groupe VW, depuis des années, joue avec la menace de fermeture. Cet automne, dans le jeu des annonces laconiques et retardées, entrecoupées de rumeurs distillées et de suspenses organisés, la direction allemande s'est ménagé un espace de négociation extrêmement favorable : après avoir fait craindre le pire une fois de plus, après avoir suscité un lamento unanime et tonitruant, le maintien d'une part de la production

accompagné de la suppression de plus de trois-mille emplois directs est apparue paradoxalement comme un soulagement. En échange d'une réduction de 20 % des couts salariaux, elle a permis que les autorités les plus significatives du pays se posent en sauveteurs, face caméra, Premier ministre fédéral en tête. Il est vrai qu'en s'engageant de la sorte, les politiques offraient en otage leur crédibilité, du moment qu'ils ne pouvaient pas sortir d'une telle rencontre sans rien avoir obtenu.

Le résultat objectif saute aux yeux : une bonne part de la charge de la restructuration (une ardoise avec beaucoup de zéros) glisse structurellement de l'entreprise vers les pouvoirs publics. Verhofstadt, champion d'une industrie automobile presque entièrement flamande (Genk, Anvers et Gand, sans compter les deux tiers d'ouvriers flamands de Forest) nous concoctera sous peu un plan de diminution des charges ciblé sur le secteur. Comme les précédentes, Europe oblige, ces mesures n'avoueront pas leur objectif réel. Sous couvert de stimulant au travail en équipe, elles n'en grèveront pas moins les caisses de la sécurité sociale nationale. Libérale (concurrentielle) et sociale (elle est censée préserver des emplois) à sa façon, cette pratique démagogique de la Belgique fédérale et de l'Europe sociale à l'envers se prête peu à un débat qui serait politiquement incorrect, du moment qu'elle ne gêne pas même ceux qui soupçonnent ouvertement le groupe VW de nationalisme. C'est aussi que, dans le gouvernement fédéral actuel, chacun considère qu'elle permet à Verhofstadt de damer le pion à Yves Leterme, son concurrent le plus direct, en mettant à profit une capacité d'intervention inaccessible au Premier flamand dans un domaine (l'économie de sa région) qui lui est pourtant théoriquement dédié. Ce n'est pas la seule façon dont s'est manifesté le souci de chacun de soigner son profil à quelques mois des élections fédérales. Reste que ces emplois plusieurs fois sauvés dans des secteurs que l'on sait en difficulté font souvent regretter après coup les sacrifices qu'on leur a consentis et dont, sans doute, on aurait mieux tiré parti dans une approche prospective.

LA VOITURE DU PEUPLE

À gauche, le capitalisme est sauvage. Ce n'est pas une nouvelle. La circonstance se prête assurément à l'adage. Et à la condamnation d'une « dérive de la mondialisation ultralibérale » ou à la dénonciation d'une « société où règne le fric » qui exempte instantanément celui qui la profère. Fallait-il laisser sans onguent idéologique la blessure narcissique nationale infligée à un secteur (l'automobile) symboliquement sensible et dont le poids réel se fait sentir ? Pourquoi se priver de mots durs devenus tout à coup fédérateurs, d'autant qu'il s'agit d'abord de rançonner efficacement l'entreprise par laquelle le scandale arrive chez nous ? Il y a beaucoup à dire pourtant de cette conscience soudaine et de son irruption dans le rêve éveillé que fait partager le système économique. D'abord que, brumeuse, elle

ne s'étend que dans les limites d'un épisode qui tourne au cauchemar ici. En attendant, les indignations généreuses et générales qu'elle soulève ont un puissant pouvoir d'occultation : elles se font alibis du moment que, restant soumises au même système, elles ne nous indiquent pas comment en limiter les dégâts, comment en partager équitablement les risques ou, mieux encore, comment l'infléchir.

Remettre en perspective un tel évènement n'est donc pas faire injure aux travailleurs. Interroger les éléments qui en suggèrent spontanément la dimension emblématique amène fatalement des interrogations. Les ennuis de VW Forest ne tombent pas du ciel. Si toutes les usines d'Europe produisaient à plein, les voitures s'entasseraient sur les parkings. Cette surcapacité résulte de la création ou du développement d'usines à l'Est. En Slovénie, Slovaquie, Tchéquie, Hongrie, Roumanie, Ukraine..., les constructeurs allemands, français et même japonais se sont installés. Le marché automobile y est en plein boom ; on s'équipe. Tandis que dans la vieille Europe, on plafonne : seul le renouvellement du parc alimente les ventes. Comme on l'a vu, il y a vingt ans, avec l'Espagne et le Portugal, la production emboîte le pas au marché, encouragé par des différences salariales importantes. Se crée ainsi une pression concurrentielle intra-européenne (souvent intra-entreprise) que redouble et accentue une pression mondiale issue des pays émergents (Corée, Chine...). Une pression qui s'exerce particulièrement sur les produits dont la valeur ajoutée est la plus faible.

« Mondialisation ultralibérale » ? On veut bien. Mais au nom de quoi empêcherait-on les Lettons d'assembler les voitures dans lesquelles ils rouleront ? Voire de nous les vendre ? D'autant qu'en Belgique, même après les fermetures et les restructurations qui ont scandé les vingt dernières années, le solde reste globalement positif : pour une voiture vendue, on en fabrique encore deux. La sauvagerie est inhérente au capitalisme libéral, soit. Mais il est malvenu de le dénoncer dans ses effets redistributeurs et seulement lorsqu'ils se manifestent sous un jour défavorable ici.

L'EUROPE DES NATIONS

Trends-Tendances du 30 novembre se compose de deux fascicules. Sous un titre indigné (« Ce que VW n'a pas dit »), la couverture du premier virevolte de tracts « Touche pas à mon job » (imprimés et distribués par le maoïste Parti des travailleurs de Belgique, PTB). C'est dire l'effort inhabituel d'empathie que consent le magazine économique au bénéfice des travailleurs de Forest et de ceux qui s'identifient à leur destin ébranlé. Victimes de la rationalité économique du grand capital ? Nenni. Les analyses développées à l'intérieur mettent en cause l'actionnariat public du groupe, une faible rentabilité de la marque VW due à un management peu efficace et le système allemand de cogestion qui place des syndicalistes au conseil d'administration. Diagnostic : la rationalité économique qui aurait dû

conforter Forest a cédé à la partialité des Allemands qui privilégient leurs sites de production nationaux. Reste qu'on ne chasse pas le naturel : dans une tribune libre, on désigne VW Forest comme le canari dans la mine, dont l'étouffement signale le poids excessif des charges sociales en Belgique...

Ce démagogique plaidoyer pro domo a été largement repris par une droite libérale manifestement prise de court. Son bienfondé ne résiste pas au constat que les usines allemandes ont elles aussi encaissé plusieurs fois le choc des pertes d'emploi massives. Au reste, c'est sans aucun scrupule qu'on acceptera, pour le maintien d'une activité à Forest, le déplacement d'un quota de production initialement destiné à un site de production espagnol, en attendant le fameux nouveau modèle. Mais ce nationalisme revancharde n'est pas gratuit dans la mesure où il crée un climat qui mine de réels efforts syndicaux à l'échelon européen pour arbitrer au plus juste la pression au sein de l'entreprise.

REPLI

Bref, à gauche comme à droite, on n'assume pas d'autre position que défensive face au désastre. C'est qu'on communit dans la même hantise paralysante du déclin. Auquel Trends propose certes de se soustraire, mais individuellement : intitulé « Cash », son second cahier glissé dans le premier, annonce en couverture une série d'articles qui fait miroiter à son lecteur « Une retraite en or » avec « Tous les conseils pour y parvenir ». Condamnés au déclin, nous le sommes assurément et depuis longtemps. Quand il est relatif, heureusement, le déclin, c'est d'abord le progrès des autres, du moment qu'une croissance économique plus ou moins modérée continue de sévir ici. Encore faut-il en croire les chiffres. Or dans le drame de Forest se projette aussi l'épuisement d'une certaine modernité industrielle, touchée au vif d'un symbole conquérant : l'automobile. Un rêve qui s'absorbe dans la magie de sa propre citation nostalgique, comme lorsque « manifestent » devant l'usine menacée les propriétaires d'ancêtres de la marque. Un rêve qui s'immobilise dans les embouteillages et s'englué dans l'effet de serre.

Reste donc à inventer un autre progrès qui fasse autant rêver. L'Europe absente et l'indispensable sauvetage de la planète peinent aujourd'hui à se substituer à un enchantement essoufflé. En attendant, les esprits se replient et les replis s'additionnent, même si les affaires continuent de tourner. ■